

Vieillir, naître, accueillir : Préparer la France à la transition démographique - #CamPuS2026

81 min · Parti Socialiste

Bonjour à toutes et tous, on va commencer cette table ronde. J 'ai juste demandé, mais je ne sais pas si c 'est possible, si la lumière que nous avons dans les yeux peut être un tout petit peu moins violente. Ça nous permet de voir un peu quand même qui est dans la salle. Merci beaucoup à la technique. Quand on microbe, pour l 'instant, il marche bien. On a voulu, avec Richard Bouygués et Florent Vanilleau, quand on a réfléchi à cette table ronde, on voulait éviter, comme d 'habitude, la table ronde sur la petite enfance, la table ronde sur le vieillissement, la table ronde sur l 'immigration. Et donc on a fait un trois en un en se disant qu 'il y avait quand même un sujet qui émergeait dans le débat public depuis maintenant quelques mois. C 'était la question démographique prise dans son ensemble et en ayant une approche populationnelle du berceau à la tombe, comme dirait l 'autre. Et donc on a décidé de faire cette table ronde où nous allons parler des différents déterminants de la croissance ou de la décroissance de la population. La naissance, l 'immigration et le vieillissement. Il y a eu deux faits majeurs ces derniers temps en termes statistiques. Le premier, vous l 'avez vu, il a été beaucoup commenté dans la presse. C 'est qu 'en 2025, pour la première fois depuis 1944, la France a connu un sol naturel négatif. C 'est à dire que pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a eu dans ce pays l 'an dernier, et ça devrait être le cas encore cette année, plus de décès que de naissances. Plus de décès parce qu 'il y a plus de personnes âgées et moins de naissances parce qu 'on va le voir, la naissance et la natalité a diminué. Et donc la deuxième donnée qui n 'est venue impacter le débat public aussi il y a quelques semaines de cela, c 'est quand l 'INSEE a dit que la population française allait croître, non pas jusqu 'en 2050, 60 comme on le pensait, mais plutôt jusqu 'en 2037, que nous allions atteindre 69 ,8 millions de Français en 2037. C 'est pas loin 2037. Si ça s 'ouvre on sera encore en train d 'en débattre ici dans cette salle lors de l 'université du PS. Mais 2037, on arrive au pic de la population française à partir duquel, à nouveau, il y aura une décélération de la population française. Voilà deux faits statistiques majeurs qui, du coup, vous l 'avez vu à travers des tribunes dans la presse de manière générale, a remis sur le devant de l 'actualité la question démographique. Alors on va, si vous voulez bien, avec des intervenants très divers, d 'origine très différente, si vous voulez bien d 'abord parler de la natalité qui est en baisse depuis 2010. Et ça n 'empêche pas la France d 'avoir un taux de natalité plus élevé que la plupart des pays européens. Je crois que l 'an dernier avec la Roumanie ou la Bulgarie, je sais plus devant, mais on est les premiers. Et c 'est cette fois -ci les bornes du Royaume des Aveugles puisque on est les premiers, certes, avec un taux qui a chuté très drastiquement depuis maintenant plus de 15 ans. Alors on reparlera avec Julie de la question de la natalité, de la question démographique, de la question du réarmement démographique. Je mets ça entre guillemets puisque vous savez à qui appartient cette expression un peu bizarre. Nous parlerons d 'immigration puisque l 'immigration, évidemment, est un des curseurs de hausse ou de diminution de la population sur notre territoire avec François Heran, que vous connaissez, qui est un des plus grands démographes français, en tout cas les plus connus, les plus talentueux, qui a déjà participé à nombreux de nos débats aux partis socialistes et qui est un spécialiste notamment de la question migratoire. Et puis nous parlerons du vieillissement parce que plus on vit longtemps, c 'est ce qu 'on appelle le vieillissement par le haut, plus on vit longtemps, évidemment, plus ça concourt à l 'augmentation de la population à l 'instant T. On le fera avec un des spécialistes là aussi notoires de cette question, Jérôme Gage, même s 'il a bien d 'autres cordes à son arc et que je l 'ai vu entrer dans la salle avec son livre qui est sorti, je crois, aujourd 'hui, qui ne parle sûrement pas que du vieillissement. Donc il en dira peut -être

aussi un mot. Et puis après, de manière plus transversale, si vous l'acceptez, d'ailleurs si vous l'acceptez pas, ça sera quand même comme ça, on regardera la question du point de vue des élus de manière transversale, de manière un peu holistique. Qu'est-ce que moi dans mon département Sébastien Vassigny en Haute -Garode, comment j'aborde la question avec les compétences qui sont les miennes, l'aide sociale à l'enfance, l'allocation personnalisée à l'autonomie, l'aide sociale à l'hébergement, moi je verse des allocations et donc la question démographique, les collèges, etc. Des crèches, la question démographique m'intéresse. Moi je m'appelle Jérôme Durin, j'étais sénateur spécialisé dans le narcotrafic. Et là je suis devenu président de la région Bourgogne -Franche -Comté et je suis le président d'une des régions les plus... ... Oui, oui, oui, spécialisé. Tu... Voilà. Je voyais déjà des gens qui commençaient à préparer leurs commandes. Non, non, c'est pas... Là vous attendriez d'abord. Mais... Et il est désormais président d'une région Bourgogne -Franche -Comté qui est une des régions les plus... parmi les plus vieillissantes en termes de population de France et donc là aussi de véritables enjeux en termes de mobilité, d'aménagement du territoire, d'emploi, d'activité économique. On y reviendra. Voilà. Donc... Et on va demander à chacun des intervenants, dans un premier temps en tout cas, d'être un peu flash. Et l'idée c'est de la parole tourne entre nous comme un débat de plateau de télévision plus que dans un débat de colloque scientifique. Comme ça, ça sera plus dynamique. Et puis évidemment après, vous aurez la parole. On va commencer par Julie Martinez, qui non seulement est secrétaire nationale du Parti socialiste, mais qui est auprès de notamment de Jacquet Ali, une intellectuelle, on peut dire. Si, si, si. Puisque elle fait, comment dire, oeuvre utile depuis plusieurs années, elle -même d'écrire, de réunir des intellectuels autour d'elle avec d'autres au Parti socialiste, comme avec, je vous dis, Jacquet Ali notamment. Et parmi les cordes à son arc, elle a celle de la question de la natalité, pas seulement parce qu'elle est maman depuis quelques semaines, quelques mois maintenant. Non, non. Ça va presque faire deux ans. Oh deux ans, bon. Le temps passe vite. Bon, vous voyez, n'importe quoi. Voilà, j'avais qu'à pas me risquer à des considérations personnelles hasardeuses, mais je savais bien qu'il y avait quand même un bébé dans l'affaire. Et donc, on va commencer sur la question de la natalité. Nous suivrons avec François Ayrat sur la question de l'immigration, sur la question du vieillissement avec Jérôme Gage, nos deux élus. Et puis après, on débattrà de manière beaucoup plus transversale entre nous, puisque chacun ne se résume pas à son domaine d'élection ici. Julie.

Sur la natalité. Merci. Bonjour à toutes et à tous. Je suis ravie de pouvoir intervenir sur cette thématique qui, moi, viscéralement, m'interroge beaucoup, surtout après, comme tu l'as dit, Luc, des propos du président de la République, tels que il faut absolument procéder au réarmement démographique, réarmement démographique avec une militarisation des termes qui, pour moi, appartenaient au siècle passé. Alors, c'est vrai qu'on fait face à un basculement historique. Tu l'as dit, en 2025, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le nombre de décès dépasse celui des naissances. En 15 ans, il faut s'imaginer qu'on a perdu 25 % des naissances dans notre pays. C'est énorme. C'est énorme et ça touche absolument toutes nos régions. Alors, évidemment, certaines le sont plus que d'autres pour en avoir discuté le Cher, par exemple. Mais ça touche absolument toutes nos régions. Et évidemment que c'est une question imminemment politique, mais aussi culturelle. Parce que qu'est-ce que ça veut dire moins 25 % de naissances en 15 ans ? Ça veut dire 6000 classes qui ferment depuis 2010. Ce sont ces fameuses balançoires vides de Maxime Zbaï. Ce sont finalement toutes ces générations futures qui ne pourront pas aider nos aidants, qui sont déjà, nos aidés, pardon, qui sont immédiatement dans le besoin. Ce sont aussi des enfants qui se raréfient dans l'espace public. Culturellement, c'est pas étonnant après que la SNCF propose des wagons vides. Avant, on avait dans notre société, alors moi, je ne l'ai peut-être pas connue, mais quand j'en parle avec ma grand -mère, des gamins qui gambadaient de partout. Une société qui ferme 6000 classes depuis 2010, c'est pas anodin pour notre culture et d'ailleurs pour notre ressenti, je dirais même en tant que nation. Il y avait quelque chose de formidable en France sur la question de la natalité. Les délégations étrangères se bousculaient à nos ministères pour

comprendre pourquoi en France, on faisait des bébés. Qu'est-ce qui donnait envie à ces femmes de faire autant de gamins ? Et cette question -là, effectivement, elle est ancrée dans notre nation, peut-être même dans notre patriotisme, parce qu'on se souvient après la Seconde Guerre mondiale, le général de Gaulle qui appelle ses couples à faire plus de 12 millions de bébés en 10 ans. Et les Français qui répondent avec 24 millions d'enfants. Alors ça, c'est quand même formidable. 24 millions d'enfants en 10 ans. On se souvient aussi de cette hantise. Et c'est aussi ce à quoi on fait écho aujourd'hui, cette hantise, finalement, de se voir couler dans notre nation, ne plus faire de bébés. Est-ce que finalement, on ne puisse être en mesure de se défendre de main, de défendre nos proches ? de se défendre face à autrui, parce qu'effectivement c'est un basculement historique, mais on l'a connu cette peur avant la seconde guerre mondiale, quand les amants en fait faisaient beaucoup plus de bébés que nous. Donc ce basculement historique, culturel, cette peur qui revient et qui appelle par conséquent un vocabulaire profondément militaire. Et moi ça me choque parce que qu'est-ce que mon utérus a à voir avec cette affaire politique, géopolitique, économique ? Est-ce que c'est à mon utérus finalement de résoudre un système économique qui est fondé sur une pyramide ascendante et qui aujourd'hui se veut descendante ? Et c'est vrai que si aujourd'hui on réfléchissait vraiment avec une page blanche, si on pouvait réécrire l'histoire par exemple des retraites, est-ce qu'on referait le système tel qu'on l'a conçu il y a plusieurs décennies ? Peut-être pas, mais qu'est-ce que mon utérus a à faire là-dedans ? Je pense qu'on pourra revenir dessus en tout cas en matière de politique publique et de rôle de l'Etat. C'est aussi une question éthique. Ne plus faire d'enfant demain, aujourd'hui, ça veut dire aussi potentiellement ne plus penser aux générations futures et ne plus s'engager collectivement à un avenir qu'on souhaite. Ne plus voir des enfants en gare -badie et ne plus se dire qu'on va mettre en place un programme profondément progressiste, positif pour les générations futures. Si on ne fait plus de générations futures, qu'est-ce qui lancera notre éthique collective ? Donc ça sont des premières questions. Je vais faire très court parce qu'il y a énormément de sujets, mais j'espère qu'on pourra au moins revenir sur la question du rôle de l'Etat dans ce réarmement démographique.

Merci beaucoup Julie. Est-ce qu'on peut être progressiste et nataliste ? Ce sera une question sur laquelle on reviendra tout à l'heure. François Errand, vous êtes donc un spécialiste de l'immigration. Le débat a été aussi percuté, on en parlait avant d'arriver dans cette salle, par l'épisode de ce Etat qui a réveillé toute une série de fantasmes. Il y a eu ces régularisations effectuées par le premier ministre espagnol dans son propre pays. On a donc une actualité brûlante, j'allais dire, autour de cette question d'immigration dont on a parlé beaucoup cet été. C'est un sujet de fantasmes, un sujet dans lequel vous avez toujours, et c'est pour ça que je vous invite, mis de la raison. D'abord mis des faits, des chiffres, des statistiques, et mis de la raison. L'immigration est en hausse objective depuis le début du siècle, depuis 20 ans maintenant. Dites-nous comment seront fait les 10, 20, 30 prochaines années et à quel point l'immigration va, oui ou non, augmenter ou diminuer la population sur le territoire

? Alors on change de sujet, mais peut-être que je ferai le lien quand même avec la question de la natalité. Mais pour répondre tout de suite à votre question, oui c'est vrai que depuis 2000, depuis la fin des années 90, enfin on a les recensements comme repère, le dernier recensement classique c'est 99, mais ensuite depuis oui il y a une forte progression d'immigration. En gros le nombre des immigrés a progressé de 50 % en 25 ans. Donc c'est une forte augmentation, elle est parfaitement perçue par l'opinion publique, il n'y a aucun doute et les chercheurs ne la nient pas. Contrairement à ce que je lis régulièrement, je ne connais pas de démographie qui nie la progression d'immigration. En tout cas moi je ne cesse de l'exposer partout. Mais en même temps, et donc l'opinion publique perçoit ça très bien, mais quelque chose qu'elle perçoit très mal, elle n'a pas les moyens de le percevoir, c'est que l'augmentation d'immigration était beaucoup plus forte encore dans le reste de l'Europe occidentale. Nous sommes en réalité au bas du tableau de l'Europe occidentale et j'enlève l

'Europe centrale ou orientale qui était beaucoup plus du côté des pays d'immigration que des pays d'immigration. Ce n'est pas la géniale politique de M. Orban qui a empêché l'immigration en Hongrie. Il commence à y en avoir maintenant pas mal, mais c'est tout simplement parce que la Hongrie était d'abord un pays d'immigration, après ça s'est changé parce que le Brexit s'est débarrassé des Hongrois en quelque sorte, qui sont rentrés un peu en Hongrie, mais qui sont allés surtout en Allemagne. Il ne faut pas imputer à une politique des situations qui sont quand même finalement le reste de ce que 40 ans de communisme a créé dans ces pays -là pour faire vite. Donc l'immigration progresse, mais alors tous les autres indicateurs, quand on regarde le pourcentage d'immigrés dans la population, quand on regarde ce que représentent les nouveaux titres de chez eux, le séjour chaque année par rapport à la population, le surcroît de population que ça apporte, quand on regarde tous les indicateurs, tous disent la même chose, et là il y a un organisme qui le dit très bien, même s'il ne le manifeste pas avec force, mais dont les données sont parfaitement claires, c'est l'OCDE, nous sommes toujours à peu près vers le bas du tableau. Et ça, ça veut dire que, contrairement à un mythe tenace qui est répandu par exemple par fond d'Apple, nous ne sommes pas le pays le plus attractif d'Europe. Il y a un mythe consistant à dire que la France est tellement généreuse en protection sociale, tellement laxiste dans ses critères de doctrine de l'asile, que nous attirons la terre entière, potentiellement, voilà. Mais si c'était vrai, si nous étions à ce point -là attractif, nous devrions avoir beaucoup plus de migrants sur notre territoire, et nous devrions être en tête du tableau européen, et pas entre le milieu et le bas du tableau. Donc là, il y a une preuve par le contraire, enfin il y a une vérification rationnelle à faire, et donc la politique migratoire consiste à dire mais il faut absolument priver les migrants le plus possible de l'accès à la protection sociale, il faut réduire encore davantage drastiquement tous les critères, etc. Nous ne va pas répondre à un problème parce qu'en fait nous ne sommes pas attractifs. Et il y a une démonstration assez étonnante à laquelle on réfléchit pas, c'est que même par rapport au ressortissant de l'Union Européenne aux autres pays de l'Union Européenne, nous ne sommes pas attractifs. Nous sommes au 15e ou au 16e rang, quand on regarde, alors tous ces calculs, toutes ces comparaisons entre pays, bien sûr, et j'insiste là -dessus, il ne faut pas les raisonner en chiffres absolus, c'est proportionnellement à la population de chaque pays, ça n'a aucun sens de comparer la migration aux États-Unis, au Luxembourg, à Malte, en France, etc. Or, la plupart du temps, les chiffres absolus envahissent le débat public. Quand on dit, les migrations, c'est équivalent de quelque chose comme entre la ville de Lyon et la ville de Toulouse, bon, c'est des chiffres absolus, ça n'a aucun sens, ça ne permet pas de comparaison internationale. Pour mesurer la pression migratoire ou la puissance de l'accueil ou les préférences des migrants, c'est un peu compliqué, c'est un peu tout ça, il faut raisonner en chiffres proportionnels. Et donc, proportionnellement à notre population, qui est vaste, on peut aussi regarder ça proportionnellement à notre PIB, notre richesse, nous ne sommes pas un pays attractif. Et la question, alors je suis désolé, c'est pas très un grand argument pour une campagne électorale, mais la vraie question, c'est pas pourquoi la France était à ce point attractif, c'est pourquoi elle l'est si peu. Mais bon, je ne suis pas sûr que cet argument puisse avoir une grande portée. Par contre, il y a une dernière chose là -dessus, c'est l'opinion publique. Quand vous regardez tous les sondages qui sont faits depuis longtemps sur un modèle américain d'ailleurs, est-ce que vous pensez qu'il y a trop d'immigrés, est-ce que vous pensez qu'ils font passer d'efforts pour s'intégrer, est-ce que vous sentez encore en France, dans notre pays, etc., chaque fois en gros 60%, 70 % des gens d'ailleurs. Ils sont trop nombreux, ils ne s'intègrent pas, on ne se sent plus chez nous, etc. Mais les rares sondages qui ont posé, qui ont ensuite essayé de circonstancier les questions, bon d'accord, ils sont trop nombreux, mais dites -moi, dans quel secteur ? Dans la santé, dans l'éducation, dans la sécurité, etc. Et alors là, les taux de rejet qui sont à 60 % globalement fondent littéralement, et à la fin, il n'y a plus que 10 % pour certains secteurs de rejet. Et ça, c'est fascinant, il y a eu une enquête qui a été faite par Terra Nova l'an dernier, sur la perception de l'immigration au travail, on posait question aux gens, accepterez-vous d'avoir un collègue immigré, accepterez-vous d'avoir une

immigrée qui vous soigne, accepterez -vous d 'avoir un gendre immigré, etc. Et là, les taux de réponse sont 70 % de oui. Donc en fait, l 'opinion est tiraillée, elle n 'est pas seulement tiraillée, mais en même temps, il faudrait que les sondages, de façon systématique, circonsentent ces questions. Quand il y a une question simple, les réponses sont simples, quand il y a une question qui est attentive au contexte, et bien les gens donnent des réponses contextualisées. Et je pense que ça, oui, c 'est utilisable dans une campagne électorale. L 'idée que les Français acceptent l 'idée que des immigrants puissent les côtoyer, puissent travailler avec eux, puissent les soigner, puissent les aider dans le ménage, etc. Donc voilà un petit peu la situation. Vous voyez, ce sont quelques touches comme ça que je vous donne rapidement, mais qui, je pense, secouent quand même pas mal la façon habituelle de débattre sur ces questions. C 'est

particulièrement utile dans ces temps préélectoraux. Deux questions, mais vous y répondrez tout à l 'heure dans la deuxième round. La question de l 'immigration de travail, c 'est -à -dire que la population active dans ce pays est à 30 millions à peu près, elle va stagner, elle va descendre même à 29, on va vraiment avoir un problème de population active. Donc évidemment, le bouquin de Pahéter -Anovas, Thierry Pêche, vient de sortir un bouquin qui s 'appelle Sans eux, La France sans immigrés. Qu 'est -ce que serait une France du travail sans immigrés ? Et puis la deuxième question que ça soulève et sur laquelle vous répondrez peut -être tout à l 'heure aussi, c 'est tout à l 'heure le taux de natalité. Parce qu 'on a l 'impression dans notre pays que ce sont les populations immigrées qui font plus d 'enfants que les natifs. Et vous expliquez bien dans vos écrits à quel point le taux de natalité évolue, évidemment, y compris dans le monde d 'ailleurs. Il baisse... partout ailleurs. Il faut toujours distinguer

fécondité et natalité. Je suis désolé. La natalité, c 'est l 'ensemble des naissances rapportés à l 'ensemble de la population. La fécondité, c 'est l 'ensemble des naissances aussi, mais rapporté cette fois uniquement aux femmes en âge d 'avoir des enfants. Et donc, ça décrit davantage un comportement. La natalité, c 'est le produit de deux choses. C 'est le produit du nombre de femmes en âge d 'avoir des enfants et de leur comportement, de leur fécondité. Et donc, alors, ce qu 'on a eu récemment, la parenthèse du baby boom s 'est refermée. Ça, c 'est bien triste, mais enfin, y compris son rebond qui fait que les enfants du baby boom eux -mêmes étaient nombreux et ont pu avoir des enfants. Ça s 'est refermé. Nous sommes le pays avec l 'Angleterre qui a eu le baby boom le plus puissant et le plus long. L 'Allemagne, par exemple, a eu un baby boom de 3 -4 ans et assez tardif. Donc, les situations sont très comparables. L 'Allemagne, depuis 1972, a plus de décès que de naissances. La Hongrie également a suivi de très près l 'Allemagne. Ce sont les pays qui ont le plus commencé. Et la plupart de nos voisins, la quasi totalité de nos voisins, depuis longtemps, depuis plusieurs décennies, avaient plus de décès que de naissances. Donc, nous, nous avons un long baby boom qui, en quelque sorte, retardait le fait que maintenant, nous rejoignons la situation commune de l 'Europe. Et alors, ce qui se passe, c 'est que non seulement le nombre de femmes d 'avoir les enfants a baissé, ça y est, elles sont maintenant en dehors de l 'âge de reproduction, mais en même temps, c 'est vrai qu 'il y a le désir d 'enfant a également baissé. Et ça, la dernière enquête de l 'INED, elle est quand même assez prenante. Il y a l 'éco -angoisse, enfin l 'éco -anxiété, voilà, je cherchais le mot, qui joue. Il y a alors la politique familiale, là, bon, on en reparlera si vous voulez, mais c 'est l 'idée que François Hollande a cassé la politique familiale, le thème que répète sans cesse le Garo, par exemple, est complètement faux. Je veux dire, on a vraiment aimé, on en reparlera tout à l 'heure parce que c 'est en soi une question extrêmement intéressante. Simplement, nous entrons tous, tous les pays européens et la France avec retard, mais la France le fait aussi, dans un système qui n 'est plus équilibré. Pendant longtemps, on avait l 'idée que spontanément, les générations allaient s 'équilibrer, que c 'était quelque sorte, qu 'il y avait un mécanisme naturel. C 'est fini. Nous sommes dans le déséquilibre. Et la seule manière de rééquilibrer les générations, c 'est évidemment de faire appel à l 'immigration. Et c 'est d 'ailleurs ce qui se passe.

Alors, on a une autre fait majeure, évidemment, depuis maintenant quelques décennies, c'est le vieillissement démographique ou l'allongement de la durée de la vie, en tout cas. Alors, Jérôme, après, on reprendra une discussion plus transversale et Jérôme aura l'occasion, puisqu'il est spécialiste, évidemment, plus largement des politiques sociales. Et peut-être dans un premier round de parole, la question du vieillissement, comment on la vit aujourd'hui dans notre pays et comment surtout on va l'anticiper puisque là, c'est un phénomène démographique qui est vraiment devant nous pour ce qui concerne en tout cas les grands âges de la vie. Un petit mot peut-être là-dessus, Jérôme.

Merci beaucoup, Luc. Bonjour à toutes et à tous. Je vais évidemment répondre à la question, mais à partir précisément du cadre global dans lequel elle s'inscrit, je trouve super précieux qu'on mette sur le devant de la scène la question de la transition démographique et qu'on lit d'ailleurs les trois sujets natalité, immigration, allongement de la vie parce qu'au moment où on va soumettre des propositions à l'ensemble des Français, la démographie, en réalité, qui était un parent pauvre du débat public, les autres transitions, elles, elles sont sur l'agenda, la transition numérique, la transition écologique, évidemment, et la transition démographique, elle était, dans ses trois composantes, mais dans sa dimension holistique, aussi complètement négligée, alors qu'elle est pourtant la porte d'entrée en réalité de toutes les politiques publiques. C'est -à-dire que la volumétrie d'une politique publique, qu'il s'agisse de l'école, regardez les conséquences du creux démographique à partir des années 2000, en tous les cas de la chute de la natalité. À ce moment-là, ça a un impact immédiat. Il y a moins de classe et moins besoin de classe. Qu'est-ce qu'on fait de ce moment-là ? 500 000, qu'est-ce qu'on en fait ? Est-ce qu'on en profite pour doubler les classes ? Est-ce qu'on en profite pour revoir l'organisation ? Et on pourrait décliner sur l'ensemble des sujets. Donc parler de démographie, c'est évidemment la porte d'entrée de l'ensemble des politiques publiques. Deuxième chose, toujours en vision macro, c'est évidemment dans un contexte où parfois, dans le discours public, et je jette la pierre à personne, mais on a des points de divergence, il peut y avoir certains qui ont une forme de d'althusianisme défendant une décroissance pour assurer la transition écologique et la nécessaire sobriété et se dire si d'une certaine manière il y a moins de personnes, on arrivera peut-être à mieux gérer ces éléments de sobriété et de transition écologique. Je trouve que, en tous les cas, je ne suis pas décroissant et je considère que la croissance démographique est aussi un enjeu de la solidité de la construction de la nation sur tout un tas de dimensions. Et je vais même vous illustrer avec un dernier exemple, ça a forcément un impact à un moment donné où les questions de sécurité et les questions de réarmement, cette fois-ci, mais pas démographiques, mais tout simplement de sécurité physique, de volume des armées, de la mobilisation, de la résilience de la société est indexé, y compris sa population. Donc formidable de l'aborder en ces termes. Pour répondre à la question de Luc, évidemment, alors on est quelques-uns dans cette salle et à cette tribune et au même temps, on va être des militants de l'âge, à considérer que les sujets relatifs au vieillissement de la population qui ne se réduisent pas à la question du grand âge et de la dépendance, qui est un sujet dont on va parler, mais qui est de la massification du vieillissement, massification des retraités, massification des fragiles, massification de ceux qui sont en perte d'autonomie, questionnent là aussi l'ensemble des politiques publiques. Le maître mot, c'est comment on s'adapte à une société de la longévité, qui est une nouveauté, pour le coup, démographique, inédite. Moi, je cite souvent, pardon, pour ceux qui m'ont déjà entendu prendre cet exemple, des propos tenus par Claude Lévi-Strauss dans une de ses dernières conférences, disant que l'allongement de l'espérance de vie devait être considéré comme une révolution anthropologique aussi importante que la sédentarisation néolithique, c'est -à-dire le fait que ça va bouleverser la cohabitation de quatre générations quasiment et surtout le fait d'avoir un temps de vie non lié au travail qui est quasiment, qui va quasiment devenir sinon aussi important qu'une partie de ce temps au travail. La retraite, l'âge moyen de la retraite, c'est 63 ans, en gros, aujourd'hui. Avec l'espérance de vie, vous avez une vingtaine d'années qui n'est plus liée et avec des temps de vie qui

sont aussi disparates que les 0 à 20 ans de la jeunesse. Il n'y a pas de point commun entre un enfant qui est pris en charge par la PMI et un jeune qui est suivi par une mission locale ou qui est étudiant ou un collégien. Il y a la même diversité de situations et ça questionne donc l'ensemble des politiques publiques. Donc le défi auquel on est confronté, un, c'est de mettre ce sujet en haut de la pile parce qu'on doit éviter une guerre des âges dans ce pays, l'idée selon laquelle, et elle peut quand même être sous-jacente, on le voit bien dans le débat sur la désintestation des pensions de retraite, etc. Et c'est pour ça que le maître mot est de dire défendre la nécessité, l'évidence, il ne s'agit pas de défendre la nécessité de la longévité, c'est de s'adapter au vieillissement de la population. Et c'est pour ça que le terme de comparaison entre transition démographique et transition écologique elle-même, sur la transition écologique, on en est aujourd'hui à dire qu'il faut s'adapter aux conséquences de la transition écologique. Nous, on ne veut pas, on veut surtout pas revenir sur l'allongement de l'espérance de vie. On n'est pas des eugénistes ou je sais quoi. Donc on a d'autres choix que de s'adapter. C'est une chance l'allongement de l'espérance de vie. C'est le succès de notre modèle social, de notre sécurité sociale, de notre système de retraite qui permet, et je le dis, d'avoir un taux de pauvreté chez les retraités en France deux fois inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE et notamment de l'Allemagne. On a un système de protection sociale vertueux, un système médical qui a abouti à cet allongement de l'espérance de vie. Et donc, à ce moment-là, comment on s'adapte plutôt qu'on subit pour éviter une crise de vieillissement ? Et je termine avant qu'on ait l'ensemble de la discussion. C'est que ça concerne le vieillissement dans sa diversité. Les jeunes retraités actifs, ceux qui sont touchés par les fragilités physiques, psychologiques et qui nécessitent que la société s'adapte à eux pour ne pas les reléguer. C'est la question de l'adaptation des villes au vieillissement, l'adaptation du logement, l'adaptation de toutes les politiques publiques pour tenir compte qu'il y a des gens qui ont des fragilités et que le système de transport en commun doit s'adapter à ce vieillissement. Les logements neufs ou ceux dans leur adaptation, ils doivent intégrer le vieillissement. Les politiques culturelles, les politiques sportives à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, et souvent, ça démarre par le local, et on voit beaucoup de maires, on l'a vu au moment des municipales, bien voir qu'il faut qu'ils s'adaptent au vieillissement de la population parce qu'ils ont une demande sociale qui s'exprime à eux. Et puis, il y a la dernière pointe de ce triangle qui est la perte d'autonomie et le grand âge, c'est celui dont on parle beaucoup, les EHPAD, les services à domicile. Et là, il y a un message à faire passer parce que les gens nous disent, oui, vous voulez encore dégager des ressources et des moyens pour les vieux alors qu'ils ont déjà bénéficié d'étranges glorieuses, du plein emploi, de tout ce qui s'en suit, etc. Et là, il y a un seul message à faire passer. La politique du vieillissement est une politique de la jeunesse parce que ce dont on parle, c'est de ces métiers du lien, du soin, du care, de l'accompagnement qu'on a besoin de renforcer dans ce pays, de revaloriser. Ça fait d'ailleurs le lien avec les sujets relatifs à l'immigration pour que précisément ces jobs-là qui, pour partie, sont des jobs d'intégration pour les primo arrivants dans le pays ne se cantonnent pas à ça. C'est aussi des éléments du parcours social dans le pays. Ça suppose que ces jobs-là soient revalorisés, que si on a une immigration au travail, une préférence travail, ce que je revendique en matière d'immigration par rapport à la préférence nationale, évidemment, qu'on soit dans des branches dans lesquelles... Et bien au moment où on recourt à de l'immigration sur les services à la personne, y compris sur les professionnels de santé, on le fasse en garantissant que ça se fait pas dans une pression salariale à la baisse sur ces emplois. C'est donc une politique de la jeunesse. C'est de l'investissement social, c'est de la création d'emplois. C'est une politique de la longévité, qui est une politique de l'aménagement du territoire, on va pas vieillir de la même manière en ville ou en milieu rural, dans la diagonale du vide entre la Creuse et les Ardennes, pardon pour l'expression, mais il y a des vrais enjeux de déserts médicaux, de déserts médicaux sociaux, de déserts d'implantation de pharmacie ou de commerce alimentaire, qui sont à un risque de la crise du vieillissement et qui donc y a un enjeu de redéploiement de cette offre de service, qui va redynamiser, y compris des territoires et des

bourses, parce que s'il y a plus de personnel pour s'occuper des personnes âgées, l'école maternelle ou l'école primaire ferme, etc. C'est aussi une politique de l'emploi, évidemment, parce que ce sont des emplois essentiels, qu'il faut solvabiliser et donc c'est aussi une politique du pouvoir d'achat, et j'ajoute, c'est une politique féministe, parce que beaucoup de ces emplois d'accompagnement sont des emplois tenus par les femmes. Et donc c'est pour ça que, quand on va parler de cette révolution de la longévité, pour ne pas tomber dans le piège de dire, on en fait déjà trop pour les vieux, en réalité, on en fait pour des politiques publiques extrêmement diverses. Le vieillissement est une fragilité universelle. Et nous sommes des universalistes républicains et par conséquent, on aborde cette vulnérabilité avec un changement de braquet nécessaire, c'est des propositions qu'on formule et ce faisant, et je pense que c'est au cœur d'un engagement socialiste, on met les vulnérabilités au cœur de nos politiques publiques, je pense que c'est un beau fil conducteur auquel nous pouvons nous rattacher.

Merci. Merci Jérôme. Et donc aussi, il fallait justifier la transversalité des thèmes qu'on vient d'aborder. Jérôme vient de le faire, j'imagine, parce que je ne l'ai pas encore lu, qu'il le fait dans son livre, qu'il va nous montrer tout de suite. Parce que tout le monde dans cette salle a lu « Pledoyer pour les vieux » de 2012 -2013 et donc il y a un deuxième gage.

Merci Luc de me permettre de faire de l'autopromo. Donc ça s'appelle « La République, c'est nous », pour en finir avec l'indignité, parce que je considère qu'une politique de la dignité est utile, et il y a en effet, immanquablement, un long chapitre consacré aux vulnérabilités qui est illustré pour les sujets du vieillissement. Et comme je suis toujours dans l'autopromo, et que c'est bien calé, à 17h30, à l'issue de cette table ronde, je fais sur le stand de la Fondation Jean Jaurès une petite rencontre dédicace autour du livre. Donc le prix c'est 19 euros. Voilà. Très bien. Très bien. Donc

vous savez où vous dirigez en sortant de cette salle tout à l'heure. Alors on va passer maintenant à nos deux élus départementaux et régionaux. Bon, vous avez entendu ce qui s'est dit. La question qui vous est posée, c'est au fond la naissance, l'immigration, le vieillissement. Vous, vous les retrouvez sur vos territoires respectifs avec des compétences politiques différentes, qu'on soit dans un département ou dans une région. Sébastien Vincenny, comment tu gères ça au quotidien ?

C'est intéressant la manière dont on a posé cette table ronde. C'est une première. D'habitude il y a une expertise ou un élu local qui doit parler, faire presque de son territoire. Pas un exemple mais dire la France ça marche comme ça. Or, notre force c'est d'apprendre la réalité de chaque territoire de manière différente. Ça a été longtemps demandé par les collectivités locales, les élus locaux de dire mais enfin on n'est pas tous pareils sur la France, c'est complexe. Macron a effacé ça depuis maintenant 10 ans. Il parle de la France d'une manière générale. Nous on n'a pas toujours été brillants non plus. Les ultramarins ont souvent demandé à être considérés de là où ils sont. Pourquoi je dis cela ? Parce que moi dans mon département les transitions ce n'est pas une perspective, on les vit déjà. Ça fait 10 ans que la Haute -Garonne est le département qui accueille le plus d'habitants en France. Et encore là, encore cette année, on a une progression et on est champion de France dans toutes les progressions. Quand à Lyon par an, quand on ramène au nombre d'habitants, 1000 habitants à Lyon, il y a deux nouveaux accueillis chaque année depuis les 10 dernières années. À Toulouse c'est 70 et pourtant on est deux grandes métropoles. Vu de Paris on parle des grandes métropoles mais vous voyez bien que l'impact sur les services publics n'est pas tout à fait la même. La Haute -Garonne accueille chaque année 18 000 nouveaux arrivants. Il y a une baisse de la natalité du nombre d'enfants mais moi ça fait 10 ans où il nous faut 500 places de collégien en plus par an. Sur les 5 dernières années, les dépenses du vieillissement c'est 18 % d'augmentation et j'ai dit ça commence à faire beaucoup chaque année. Parce qu'il faut trouver les recettes et les ressources. Et j'ai dit quelle est la réalité dont on a fait faire des études. Je suis devenu président il y

a 4 ans. J'ai demandé à avoir des perspectives à échéance de la fin de mon mandat. Je supporte pas les perspectives 2050 -2100. Ça veut rien dire quand on est gestionnaire. On peut tracer des perspectives mais il y a la réalité qu'on vit au quotidien. Il faut bâtir des politiques publiques qui répondent pas dans 15 ans mais aux problèmes des gens sur le moment. J'ai dit à échéance de 2028 qu'est-ce que ça veut dire les dépenses d'appât, de services à domicile, d'EPAD, à notre garonne. Plus 28%. J'ai dit à échéance 2050, plus 88%. Nom de Dieu on n'est pas prêt. On n'a pas les recettes, on n'a pas les compétences et personne ne veut parler de ce qu'il y a à faire à part le personnel formé etc. Je vais expliquer pourquoi on a ce phénomène et je vais y venir. Chez les jeunes pourquoi aussi on a ce phénomène d'augmentation parce que à même temps la naissance baisse quand même chez moi. Mais parce qu'il y a le tropisme lié au travail et c'est des jeunes couples qui viennent d'ailleurs avec déjà des collégiens mais pas des nouveau-nés. Ils viennent chercher du service ou de l'école ou du collège parce que l'éducation nationale s'est affaiblie sur l'ensemble de son territoire. Tout ça a des conséquences. Quand on parle des faits démographiques, de l'enfance au vieillissement, on oublie depuis le législateur à parler des migrations internes dans nos territoires. Et tu vas y venir pour ceux qui se dépeuplent. Et avec le réchauffement climatique ça devient ahurissant. C'est à dire que nous on nous promet encore d'ici 2030 une évolution de plus 500 000 habitants en Occitanie. Je ne sais pas ce qu'on va boire comme au potable d'ici avec autant d'habitants quand la Normandie, quand même le territoire où le climat est quand même plus soutenable va en perdre 350 000. Ça n'a aucun sens. Et en termes de politique publique tout le monde s'en fout. Les mêmes élus disent les mêmes EDL partout et les mêmes préfets disent les mêmes EDL partout. Il faut soutenir l'attractivité des territoires. Moi je suis un des rares élus qui dit ne venez plus à Maud-Garonne. Pourquoi je dis cela ? Parce que très curieusement je discute avec mes homoloïdes. Il se trouve qu'en Occitanie on arrive à parler entre nous les présidents de départements. On est un peu tous de la même appartenance politique. On se fout sur la gueule quand on parle de congrès. Vous le savez c'est une ligne de crête et l'Occitanie. Ça cogne sévère. Les Arégeois, les Haut-Garonne et les régionaux n'en parlons pas. C'est la Castagne mais on aime ça. Mais enfin on se préoccupe quand même de bâtir des politiques publiques communes. Le vieillissement en arrière, c'est marrant, en arrière ils vieillissent moins vite qu'un autre Garonne. Les dépenses d'appâts, d'autonomie, c'est marrant, elles n'ont pas du tout la même... Moi ça s'enflamme, chaque année c'est entre plus 5 et plus 7 % d'augmentation. Eux ils sont à 0,2. Pourquoi ? J'appelle ça le tropisme lié aux Edans. C'est -à-dire que comme nous il y a quelques années on a eu le tropisme économique Airbus, les métiers du soin etc. On a aussi créé des services à la personne. Un service de la petite enfance, un service de l'autonomie, des services d'aide à domicile, y compris dans les Pyrénées, y compris dans le Comége. Y a des services d'aide à la personne. Quand on vient s'installer pour trouver du travail, quelques années plus tard tout d'un coup on a un parent qui tombe en vulnérabilité, en perte d'autonomie. Il ne peut en rester que 1 sur 2. Mais qu'est-ce qu'on fait ? On se déplace, on essaye de construire un service là où il habite ou on le fait venir ? On le fait venir. Et on est en train d'étudier ça. C'est -à-dire que nous il y a un tropisme lié à la perte d'autonomie, à la prise en compte du handicap et au vieillissement. J'ai des dépenses qui augmentent de manière affolée, pas parce qu'on vieillit plus vite, mais parce qu'il y a du tropisme lié à ça. C'est assez surprenant. Oui, on vient chercher de l'action sociale et de la solidarité, mais ce n'est pas celle qu'on croit. C'est celle liée à la perte de l'autonomie. Et sur l'immigration, c'est très intéressant ce que vous avez dit. Moi, c'est la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, ainsi que la fédération du BTP qui vient me dire continuez votre politique offensive d'accueil des MNA, les mineurs non accompagnés, en gros les jeunes étrangers. Et alors, j'ai des termes, je vais utiliser moi le terme d'un démographe, les subsahariens. Comme ça, il n'y a pas de préjugés parce qu'ils sont très bien. Ils veulent apprendre la langue, ils veulent travailler, etc. Voilà ce qu'on me dit. J'ai dit à certains, dont un des co-dirigeants du MEDEF national, j'ai dit que ça serait bien que vous montiez sur des plateaux télé pour dire que l'immigration c'est bien. Et ça amène à

devoir bâtir des politiques publiques un peu différenciées de ce qu'il y a nationalement. Moi, ça fait 3, 4 ans que je dirige ma collectivité, j'ai déjà rencontré, donc j'ai déjà eu affaire à 3 préfets différents. qui deviennent des préfets de région, c'est pas neutre d'être préfet de l'autre garrone, je leur ai dit au fait il y a quelques problématiques, l'agriculture, maintenir l'activité des arbustes etc. mais le vrai fait à tenir compte c'est le fait démographique quand vous venez à notre garrone. Chaque fois les préfets me regardent comme ça, ça veut dire, qu'est-ce que ça veut dire le fait démographique ? Parce que même les serviteurs de l'État ne comprennent pas cette dimension. Le fait démographique c'est qu'ici vous allez vous rendre compte qu'il y a besoin d'augmenter nos capacités de politique publique chaque année. Il ne faut pas fermer des postes, il faut en trouver supplémentaire. C'est du plus chaque année. Et depuis dix ans il faut bien comprendre que Macron a décentralisé, déconcentré des dépenses publiques et il a concentré des recettes. Ma collectivité quand je suis devenu vice président aux finances il y a maintenant moins de dix ans, avant que je sois président j'étais VP aux finances, on avait 53 % d'autonomie fiscale, ma collectivité, le département. Aujourd'hui j'en ai trois. C'est à dire que moi je suis décorrélé du fait démographique. On gère 70 % de dépenses, les dépenses sociales de tout cela, tout ce que je vous dis, et en même temps je dépends d'une fraction de TVA national, d'une péréquation qui ne tient pas compte du fait démographique. Les socialistes on propose deux trois trucs là -dessus quand même pour arranger cela. Mais il faut mesurer ce que ça veut dire le fait démographique dans un département comme le mien qui se dépeuple pas mais qui accueille de la population. Je dois construire deux collèges par an, ça fait cinq ans qu'on construit deux collèges par an. Trois casernes de pompiers par an si on veut, continuer à avoir le même temps d'intervention. La maternité, l'hôpital public, pédiatrie de Toulouse est en passe de devenir la première d'Europe, donc ça veut dire ça aussi en dépenses de santé national. Il faut mesurer ce que ça veut dire dans les départements, les disparités nationales qui sont en train de s'accentuer avec une non-considération de cela et des discours qui n'appréhendent pas cette disparité et qui ne réfléchit pas non plus à son aménagement du territoire. Il y avait des grandes politiques aussi d'aménagement du territoire, on parle des politiques de naissance, de villissement mais il y avait aussi des politiques d'aménagement du territoire, c'est à dire comment on organise aussi les flux, est-ce qu'on les contrôle pas, est-ce qu'on prévient pas à un moment donné. Moi j'aimerais aussi qu'on appréhende aussi cette dimension là parce que c'est explosif ce qui se passe, on parle de maillot avec une immigration etc. mais c'est explosif ce que nous vivons, il y a quatre, cinq départements comme le mien où on n'y arrive plus à un moment donné et ça génère énormément de complexité dans les politiques publiques.

Bon on va terminer ce, vous pouvez l'applaudir, on va terminer ce premier round de discussion avec Jérôme Durin, président de la région de Bourgogne. Sébastien, pardon, Bourgogne -Franche -Comté. C'est important. Oui, notamment pour le sujet qui nous occupe. Sébastien dit moi il faut que je l'ouvre, je l'ouvre, toi tu fermes, fermes, fermes.

Moi je vais adresser un message amical à tout le monde d'abord et vous remercier pour l'organisation de cet échange et puis dire à Sébastien que je l'autorise à donner mon numéro de téléphone personnel à tous les gens qui veulent venir au Garonne et qui seraient prêts à venir en Bourgogne -Franche -Comté. Deux salles, deux ambiances puisque j'ai regardé les chiffres. La région de Bourgogne -Franche -Comté c'était en 90 2,7 millions d'habitants, en 2022 2,8 millions d'habitants, en 2050 ce sera 2,5 millions d'habitants et encore si on est optimiste. Donc nous, ce qui se passe au niveau national, nous le connaissons déjà depuis 10 ans. Le croisement des courbes, ça s'est produit il y a 10 ans. Je regardais ce qui se passe en Occitanie sur 2011 -2022. Sébastien, le chanceux, même s'il est malheureux, il a expliqué pourquoi. Il a gagné 500 000 habitants. Nous c'est zéro. En revanche, dans ce zéro, il y a moins 100 000 qui sont les moins de 30 ans et les 30 -59 ans, plus 100 000 qui sont les plus de 60 ans. Donc je pense qu'on a plusieurs petits soucis, notamment à l'approche de 2028. D'abord parce que vieillissement et perte de population,

symboliquement, c'est quelque chose qui est lourd. Moi, je prétends, sans aucune approche scientifique, que le vote RN, c'est un vote de fin du monde. C'est le vote de la fin d'un monde et que dans les territoires où on vieillit, où le service public disparaît parce que c'est plus dur à opérer, parce qu'on n'a plus d'argent, parce que quand on a une perte de population plus une attrition budgétaire, ça devient difficile de tenir la promesse républicaine du service public. On ne vit pas dans la même société. J'ai deux exemples à donner. J'étais sénateur il n'y a pas si longtemps. Je faisais tous les vœux des communes que je pouvais faire. J'ai fait des vœux dans l'ouest de mon département qui est dans la diagonale aride, Sône et Loire. Je revenais chez moi à Chalon, sur Sône, dans le Val de Sône. Je trouvais qu'il y avait moins de boucles blanches. Je passais à Dijon au conseil régional, c'est un peu plus jeune et j'arrive à Paris. Ce n'est pas la même société. Ça n'est pas la même société qu'on voit. Ça ne renvoie pas la même chose. Je ne dis pas que c'est mieux, c'est moins bien, mais ça n'est pas la même société. Donc on a un problème de discours politique. Qu'est ce qu'on dit de la perte de population? Qu'est ce qu'on dit du vieillissement? Comment un acteur politique, un responsable public, dit qu'on perd de la population? Qu'est ce que ça renvoie du territoire? C'est quand même pas formidable. Et du coup, c'est un sujet difficile à appréhender. Et je connais certains de nos collègues, je ne donnerai pas les noms ou après si vous me les demandez, qui sont dans des discours dénis de la perte d'habitants et qui disent c'est pas vrai, l'inceste trompe, il y a des dynamiques souterraines qui montrent que la réalité arrête. Arrête ton histoire, ça ne marche pas. Et d'ailleurs, on regarde les inscriptions dans tes bâus quand c'est un président de département. Il n'y a personne. Donc il y a un problème de discours politique parce que c'est difficile et il y a un problème de choix politiques. L'adaptation politique, elle pose plusieurs questions. Qu'est ce qu'on doit faire en plus? Sébastien l'a très bien indiqué pour un conseil départemental. Nous, un conseil régional, qu'est ce qu'on doit faire en plus? Ça va nous interroger sur notre aide à la santé. Ça va nous interroger sur des questions économiques. Qu'est ce qu'on doit faire en moins? Je ne le dis pas comme ça exactement. Qu'est ce qu'on doit reconsidérer? La façon dont on opère un certain nombre de politiques publiques. J'ai 128 lycées dans la région de Bourgogne -Franche-Comté. On a la plus grande surface, le plus grand nombre de mètres carrés par lycéen. 220 sites, 1400 bâtiments. Si les choses devaient être faites normalement, on aurait déjà dû fermer 5 petits lycées. Il se trouve que c'est dans pas longtemps les élections. C'est peut être pas le moment, mais la réalité c'est que quand on va opérer ces choix, si on doit les opérer comme ça, ça ne va pas favoriser le vote progressiste dans nos territoires. Deuxième sujet, c'est le sujet des mobilités. On est tous attachés à l'armature ferroviaire du territoire. Quand dans certains territoires, on a des petites lignes qui, parce que l'Etat s'en est pas occupé, nécessitent centaines de millions d'euros de travaux dans des conditions financières qui sont peu aux pouts les mêmes que celles que décrivait Sébastien. Je ne sais pas faire. Donc, il y a des endroits. Il va falloir qu'on trouve des alternatives. Qu'est ce que ça dit d'un territoire où les gars, on leur dit vous avez déjà perdu la perception du bureau de poste. Alors sur le train, on ne sait pas comment on va faire. Vous aurez fait un quart et le lycée vous oubliez. C'est un sujet. Et puis, il y a des questions qu'il faudra traiter autrement. C'est sur la force de travail. Je donne un autre exemple. J'ai fait les vœux aux agents des lycées dans le Jura. Nous, nous perdons 1000 élèves par an dans nos lycées depuis une vingtaine d'années et ça s'est accéléré. Donc, dans mon esprit, le sujet, c'était les bâus. Les lycées sont trop grands pour le nombre d'élèves qu'on a. Et puis, il y a un agent qui se lève, une agente qui me dit nous, dans notre restauration scolaire, on est 12. On est 12. Il y en a 6 qui ont des restrictions parce qu'on est toutes et tous âgés, cassés, abîmés. Donc, dès qu'il y en a un qui est en rade sur le flanc, c'est foutu. Et donc, le problème du service public, il faudra rendre différemment parce qu'on a moins d'argent et parce qu'il y a moins de gens sur certains territoires. Mais il faudra le rendre aussi différemment parce qu'on a moins de personnes pour l'assurer dans les territoires. Et ça, c'est vrai aussi pour les entrepreneurs. C'est pour ça qu'hier, je crois que OBDF, quand on a parlé d'immigration de travail, il y a eu des applaudissements parce que, voilà, parce qu'il y a quelque chose qui parle chez les

entreprises. En revanche, dans un territoire où 13 circonscriptions sur 27 sont acquises aux ARN, dire les gars, on va faire l'immigration de travail. C'est pas si simple que ça.

Bon, écoutez, franchement, on savait que cette table ronde serait passionnante et ça se confirme. Donc, après ce premier tour de parole où chacun a posé les jalons du débat, on va en faire un deuxième avant de vous passer la parole ensuite, en essayant peut-être de le faire avec cette facile prise de responsables politiques au sens large et d'essayer de regarder comment on pourrait agir. On a un spécialiste, la scientifique, à travers François Heran, les autres sont des responsables politiques. On a même un candidat à la présidentielle. Et donc, c'est le moment où jamais. Et tu l'as dit, Jérôme, il y a deux Jérômes, un autre Jérôme qui, lui, a une échéance de 2028, ce que tu viens d'expliquer, Sébastien aussi. Donc, on va essayer de reprendre nos sujets. Et cette fois-ci, en essayant de dire, nous, responsables politiques, militants politiques, élus locaux, élus nationaux, qu'est-ce qu'on fait sujet par sujet? Peut-être, tu l'as esquissé tout à l'heure, Julie, sur la natalité, c'est la question de la politique de l'Etat, des politiques publiques de manière générale sur la question de la natalité, qui est une question, par ailleurs, totalement personnelle et intime. Dis-nous un mot là-dessus.

À mon avis, le rôle de l'Etat sur cette question de la natalité ne peut pas être unidimensionnel. C'est-à-dire qu'on ne peut pas juste vouloir inciter ou pire donner des ordres aux femmes de procréer. Le terme de réarmement démographique était particulièrement violent pour toutes celles qui ne peuvent pas d'ailleurs avoir d'enfants, parce qu'il y a aussi ce facteur là. Moi, je pense que le rôle de l'Etat, c'est de permettre ce choix, de vraiment réduire l'écart de fécondité, c'est-à-dire l'écart qu'il y a entre les couples qui veulent avoir un enfant et ceux qui ne peuvent pas l'avoir, alors qui ne peuvent pas l'avoir pour des raisons, je dirais, qui tiennent à leur corps. C'est la question de l'infertilité. Peut-être qu'on pourrait y revenir. Mais des raisons également matérielles. Aujourd'hui, faire un enfant coûte cher. On a perdu en termes de pouvoir d'achat deux chambres dans nos logements. C'est-à-dire que faire un premier enfant et la question d'en faire un second se posent vraiment différemment d'il y a 30, 40, 50 ans. On n'est pas du tout dans les mêmes configurations. On n'est pas dans les mêmes configurations également, je dirais, psychologiques. François Heran en a parlé. La question de l'éco-anxiété. La question également de notre rapport aux autres, mine de rien, se pose dramatiquement aujourd'hui. Cette vague de l'IA n'est jamais envisagée sous la question de la natalité, sauf que la privatisation de nos relations interpersonnelles pose également des questions sur notre capacité à vouloir des enfants éco-truits. Quand aujourd'hui, lorsqu'on a une question, un souci, on se confie plutôt à une IA qu'à potentiellement son amant ou à son mari. Et ça, cette relation, à cette capacité, en fait, à vouloir créer quelque chose avec autrui. Je pense que même au niveau de ces nouvelles technologies, il faut qu'on puisse l'intégrer. Il y a des études absolument passionnantes qui commencent à être publiées majoritairement aux États-Unis, mais qui posent cette question de la volonté d'avoir un enfant à l'aune, typiquement de ces nouvelles technologies également. Donc, si on veut aujourd'hui promouvoir, je pense, une natalité progressiste, en tout cas à deux gauches, je pense que le rôle des politiques publiques, c'est d'offrir ce choix, de faire tout ce qui est en notre pouvoir, de permettre à ces couples ou à ces femmes seules ou à ces hommes seuls d'avoir un enfant. Et ça, c'est multifactoriel. On ne peut pas, comme le disait Sébastien Varsigny, envisager cette problématique sous le seul angle de on va vous permettre d'avoir un peu plus de sous si vous faites un enfant. Non, c'est pas, on peut interroger les femmes aujourd'hui. La question ne se pose pas comme ça. Et sur la question de l'infertilité, typiquement, c'est un débat, je pense, qui devrait être un peu plus mis sur la table, y compris à l'ère de l'élection présidentielle. Il y a trois millions de personnes qui ne peuvent pas avoir de bébé physiquement aujourd'hui. C'est un couple sur quatre. C'est énorme. Et après, on a des politiques qui votent la loi du plomb. C'est aberrant. Il y a une vraie question de permettre également physiquement cet accès à la procréation. Et aujourd'hui, si on pouvait avoir... Je me souviens plus, si dans le projet du Parti socialiste, celle qui a été

coordonnée par Chloe Riddell, nous avons effectivement cette question des naissances et de la capacité qu'on a, nous, à gauche, de permettre aux Français et aux Françaises d'avoir des enfants, mais de manière matérielle également sur la question du logement, sur la question de l'écologie, sur la question du pouvoir d'achat, sur la question très technique de savoir aujourd'hui si je veux avoir un enfant dans cinq ans, comment dans les cliniques je permets en France à ces femmes de congeler leurs ovocytes et de ne pas partir en Espagne parce qu'il y a une inégalité également de procréation économique entre les différentes personnes aujourd'hui en France. Comment est-ce que j'envisage ces choses d'un point de vue multifactorial ? Il faudrait que je relise le projet. Je ne sais pas si tu as la réponse, mais en tout cas, je serais assez épuisée de savoir typiquement comment Jérôme réagit sur cette question également de la natalité. On peut avoir un beau projet à gauche. J'en suis certaine.

Je voudrais revenir tout de suite sur la poétique d'appui à la natalité puisque j'ai regardé un petit peu les chiffres. Il y a eu deux rapports très intéressants. Il y en a un qui est tout récent, tout récent, qui pourrait vous intéresser. Je vais y revenir. Alors d'abord, vous avez une partie de la politique de la famille, c'est réduire le coût de l'enfant. Et quand on regarde ce qui se passe par rapport au ménage sans enfant, le fait d'avoir un enfant, d'en avoir deux, d'en avoir trois ou plus, ça réduit le niveau de vie successivement de 6%. 12 % de 47%. On a trois enfants plus. Mais la politique familiale, qui est aussi une politique de réduction des inégalités, que c'est une politique sociale, la droite est farouchement contre, on peut y revenir, réduit à peu près environ de 40 % la perte de revenus liés à la présence des enfants

sur chacun.

Si, si, si, si, si, si. L'effet global, l'effet global des politiques familiales, c'est finalement que le recul, le recul pour un enfant va être de 3 % au lieu de 6%, pour le deuxième enfant de 7 % au lieu de 12%. Et pour trois enfants et plus de 29 % au lieu de 47%. Donc en gros, globalement, le coût de l'enfant est réduit de 40%. Il n'est pas aboli. Alors on pourra encore effectivement. Mais il y a un rapport très intéressant qui était alors, c'est assez étonnant parce que c'est un rapport qui a été demandé par Sébastien Lecornu à l'IGAS et à l'IGF, à l'Institution générale des finances. Mais ce rapport, finalement, s'est retourné dans un véritable plaidoyer pour finalement une politique familiale qui contribue aussi à réduire les inégalités, à lutter contre la pauvreté. C'est ce qu'on appelle la redistribution verticale, alors que la droite est farouchement pour la redistribution complètement horizontale. La redistribution horizontale, ça veut dire que quel que soit le niveau de vie des personnes, il faut de toute façon donner la même chose à tout le monde. Et on comprend l'origine de l'idée. On comprend aussi pourquoi les syndicats et les associations familiales sont pour cette vision là. C'est parce qu'effectivement, à l'origine, c'est le côté assurance. La naissance est un risque social. La naissance, c'était un risque social au long de la guerre, comme l'accident du travail, comme le handicap, etc. Et donc, tout le monde devait contribuer à financer ça. Mais depuis 2014, j'ai vu 2015, la loi de 2015, et c'est pour ça que la droite dit Hollande a cassé la politique familiale. Il y a donc les conditions de ressources qui ont été imposées aux allocations et il y a un mythe contre lequel il faut que vous puissiez lutter. Je pense que c'est le mythe comme quoi la fécondité aurait baissé à la suite de cette innovation. Il n'y a jamais eu la moindre démonstration scientifique de l'impact négatif de la mise aux conditions de ressources des allocations familiales. C'est pas parce que les plus riches dans les deux déciles supérieurs ont vu leur allocation familiale divisée par deux que ça concerne 10 % de la population que ça fait chuter la fécondité. Il y avait une tendance lourde de toute façon. Et donc, je pense que si vous regardez le rapport de ces deux inspectrices IGF et IGAS qui vient de paraître, qui date d'il y a un mois, vous l'avez vu, il est vraiment impressionnant parce qu'il montre que finalement, certes, on peut faire des économies sur la politique familiale, etc. Mais les économies, ça consiste justement à faire en sorte qu'au lieu de mettre le paquet, comme on le

fait sur la réduction du coût de l'enfant, on mette le paquet sur ce qui contribue vraiment à l'augmentation de la natalité, qui est l'acconciation vie familiale, vie professionnelle. Notamment, qui voilà, et ce rapport qui est accessible, qui est lisible, un peu technique, évidemment, comme toujours. Mais il est, c'est un formidable plaidoyer pour faire en sorte qu'on défende une politique familiale qui soit aussi une politique de redistribution verticale. Et là, il y a un clivage droite gauche qui est très, très fort. Et à mon avis, enfin, moi, je pense, j'ai un conseil que je me permets de donner. Si vous regardez, si vous regardez les tentatives qui ont été faites pour essayer de démontrer l'impact positif ou négatif de la mise ou condition de ressources à l'éducation, en réalité, il n'y a pas de solution scientifique. C'est en fonction de votre philosophie politique de redistribution verticale ou de redistribution horizontale que vous allez décider si l'impact est positif ou négatif. Et donc là, l'expert, de certaines manières, cède la place aux politiques. C'est à vous de définir votre philosophie. Est-ce qu'on veut effectivement profiter de la politique familiale pour réduire les inégalités? C'est ce que font, soit dit en passant, la plupart des pays européens, notamment de ceux qui ont une fécondité relativement soutenue comme les Nordiques, par exemple, ou la Grande-Bretagne, bon, même si tout ça évolue de façon un peu générale pour tout le monde. Donc là, il y a une vraie réflexion à faire dans un programme politique et ce rapport que vous avez donc lu. Et me semble-t-il fourni des éléments très précieux. Alors

merci beaucoup de mettre l'accent sur ce point là parce que vous voulez vous tonner vers un politique, ça tombe bien, vous en avez un à gauche. Enfin il est à gauche, par ailleurs, mais il est doublement à gauche. Et surtout il est doublement en train de préparer lui-même des propositions. Et puis comme vous avez dit les quatre lettres du mot IGAS, IGAS un jour, IGAS toujours, donc forcément l'IGAS que vous avez, l'IGAS que vous avez à côté de vous est un peu au courant des publications de son corps d'origine. Donc sort de ce corps Jérôme et explique nous peut-être en rebond de ce qui vient d'être dit, comment aussi à la veille du PLFSS, il y a une présidentielle, mais il y a aussi un PLFSS à venir et donc peut-être on place ça aussi dans le cadre des politiques sociales de manière générale telle qu'on est en train de les débattre au Parlement.

Très bien, j'en profite aussi pour dire un mot sur des réponses opérationnelles sur vieillissement. C'était ça, tu as pas d'entrée, mais je rebondis quand même sur politique familiale. C'est Julie qui l'a dit dans les externalités favorables au bond de la natalité. Je pense que le cœur du problème, c'est que je reformule la politique du logement est une politique de la natalité. C'est qu'aujourd'hui, le frein, un des freins, tu l'as réindiqué. Et d'ailleurs, il y a un autre rapport parlementaire très intéressant qui a été pétré à l'artiste, je crois qu'il a fait. Et je pense que ce sont des sujets, d'ailleurs, qui sont de nature à construire un compromis républicain du type CNR qui permet de donner naissance à la sécurité sociale et qui aujourd'hui doit sortir peut-être de ces clivages gauche droite un petit peu un petit peu stérile. Je m'autorise quand même un petit bémol sur redistribution horizontale et redistribution verticale au moment de la mise sous conditions de ressources des allocations familiales en 2014 2015. J'ai exprimé mon désaccord pour un principe sur lequel je vous invite à être collectivement attentif. Je crois à la sécurité sociale et aux principes fondateurs de la sécurité sociale qui se résument en une formule l'universalité des droits et la progressivité des contributions.

La correction des inégalités n'est pas... Non, non,

je dis juste que si dans le consentement à la sécurité sociale, ce qui contribue considère que la Sécurité n'est que un correcteur des inégalités et que donc on va moduler l'ensemble des prestations en fonction du revenu du ménage, alors il y a un risque. Et d'ailleurs, regardez, ce risque s'est prolongé. Il y a l'année dernière, dans les coups de sonde venant Roland L'Escure et quelques autres qui l'avaient mis sur la table, même... C'était Eric Lombard à l'époque qui avait dit, c'est pas

normal qu'un milliardaire soit remboursé de la même manière sa consultation médicale qu'un SMICAR. Et que dans le prolongement de la logique de mise sous conditions de ressources des allocations familiales, certains nous disent, eh bien, on pourrait moduler le niveau des remboursements de la cotisation... d'aller chez le médecin ou du médicament en fonction de vos revenus. Si on fait ça, on tue la sécurité sociale. Si on fait ça, on tue le consentement à la sécurité sociale. Et les gens vont dire, mais attendez, laissez -moi, laissez -moi m'assurer de manière individuelle. Donc, ce qui n'interdit pas d'avoir un complément, déjà, aujourd'hui, la moitié des prestations familiales sont sous conditions de ressources. Et ça ne me dérange pas qu'on concilie dans la branche famille des prestations d'égalité et des prestations d'équité. Mais si la Sécu, ce n'est que de l'équité, alors ce n'est plus la sécurité sociale et ce n'est plus l'universalisme fondateur. Et l'étape d'après, c'est précisément l'assurance malique. Donc, je mets juste ce bémol qui est un peu jésuite pour que nous -mêmes, nous ne soyons pas que dans une logique de redistribution verticale et que ce qui a fait la force du système et les allocations familiales, par exemple, elles sortent quasiment 30 % des enfants de la pauvreté. Donc, cette dimension -là doit être présente, mais ça ne peut pas être que cela, parce que la Sécu, ce n'est pas que cela. Et donc, je reviens politique du logement, politique de l'accompagnement et donc la question de la conciliation, des modes de garde. Et là, on retombe sur nos sujets. On retombe sur nos sujets d'hémographie, y compris immigration, main d'oeuvre qualifiée, main d'oeuvre correctement rémunérée. Bref, et là, s'il y a un message à faire passer, les métiers du lien, du soin, du care, de l'accompagnement, c'est les métiers des vulnérabilités, c'est l'illustration de la vulnérabilité et de la solidarité. Quand on est de gauche, j'adore ce que raconte François Ruffin, et il a raison, avec d'autres, et moi, je le fais matin, midi et soir, de se dire, c'est à cela qu'on s'adresse. Il y a 3,3 millions de professionnels qui travaillent dans les métiers du soin et dans les métiers de la santé. C'est 12 % de l'emploi, c'est plus de 12 % du PIB, et donc, c'est pas que une dépense inerte. La revalorisation de ces métiers, elle est absolument consubstantielle, y compris de nos enjeux de soutien à pouvoir d'achat. Et dans la période, dans la période, alors c'est peut-être un peu disruptiste ce que je vais vous dire, s'il y a des secteurs, et on l'a vu au lendemain du Covid, tous ces métiers du back-office, ceux qui ont fait tourner le pays, et les métiers du soin et du lien doivent être ceux sur lesquels nous concentrons notre effort de revalorisation en termes de pouvoir d'achat à un moment où ce n'est pas forcément possible de le faire tous azimuts, ce qui me permet de faire le lien avec les questions de vieillissement. Et là, je vais aller en style télégraphique, une politique publique de la longévité qui soit panoramique pour des littératures plus complètes, je vous renvoie notamment aux travaux que Luc avait mené depuis des années sur l'adaptation de la société au vieillissement et sur le pilotage coordonné d'une politique de la longévité. Je disais tout à l'heure, le vieillissement est un phénomène territorial. Il faut donc que les acteurs locaux se voient confier les clés du camion de cet aspect -là. Et je le dis devant un président de région et un président de département, pour moi, le bon niveau, qui n'est pas contradictoire avec leurs prérogatives respectives, puisque le vieillissement est un phénomène territorial, il faut que les maires, ou en tous les cas les décideurs à l'échelle de bassins de vie suffisants, soient les ensembliers de l'ensemble des politiques locales de la longévité, qu'il s'agisse du transport, de l'habitat, de la prévention de l'isolement, de la prévention de la perte d'autonomie du style activité physique adaptée, du type lutte contre l'isolement, politique de prévention de la dénutrition. Bref, les maires, c'est eux qui vont être en première ligne, et il faut donc qu'on... Non pas qu'on leur donne, qu'on décentralise les compétences, mais qu'on leur dise sur votre bassin, c'est vous qui coordonnez. On a fait des contrats locaux de la sécurité, de la prévention de la délinquance, où on dit aux maires, c'est vous qui coordonnez, qui partagez l'information parce que chacun fait un peu des choses. On a fait des contrats éducatifs locaux, il faut faire aujourd'hui des contrats locaux de la longévité, où les maires permettent de coordonner sur leur territoire, alors c'est toujours un dialogue, ce que va faire le bailleur social, ce que vont faire les professionnels de santé, ce que va faire le tissu associatif, les interventions de la collectivité départementale, le lien

avec les besoins de formation avec la région. Ça, c'est un premier point, c'est pas très grand public, mais c'est des enjeux de gouvernance. Après, dans les choses plus grand public et plus messages à faire passer, il faut qu'on ait un message de vérité, notamment sur le sujet qui préloire. Il y a la question des fragilités. La massification des vieux fragiles dans la société va être une interpellation majeure. S'il faut éviter une crise du vieillissement, parce qu'elle est possible, comme on a une crise du logement, parce qu'on n'a pas anticipé avec toutes les conséquences que ça a, c'est bien sur la manière dont on adapte nos territoires au vieillissement pour que ces fragiles qui ne consomment pas. Quand on est fragile, on n'est pas à l'épave et on n'a pas une aide à domicile. On tire juste... Enfin, on est en difficulté, on est en fragilité. Et si la société n'accompagne pas, si les transports ne sont pas adaptés au vieillissement, si on n'a pas mis des bancs dans l'espace public, si on n'a pas organisé un aller-vers, ces publics-là et tous ceux qui sont dans des CCS savent l'importance, précisément, de repérer ces fragilités plutôt que d'attendre que les gens viennent en demande d'un accompagnement. Donc là, c'est de l'organisation. Et puis, il y a le dernier élément, et on va se concentrer là-dessus, une seconde, qui est la question du grand âge et de la perte d'autonomie. Et là, on ne va pas tourner autour du pot. Il y a un besoin de financement pour mettre fin à l'indignité qui n'est pas... Enfin, qui traverse l'accompagnement, dans quelles que soient les structures, les établissements publics, privés ou associatifs, les associations, les opérateurs, aujourd'hui, les moyens qui sont donnés par la puissance publique ne sont pas suffisants pour que dans un EHPAD, on puisse accompagner dignement. Ce n'est pas digne d'avoir 6 ou 6,5 salariés pour 10 résidents. Je prends toujours souvent cette comparaison. Si demain, à la rentrée scolaire, il y a un prof devant 50 élèves dans vos collèges ou dans vos écoles primaires, on sait ce qui se passe. Les parents d'élèves vont s'enchaîner aux grilles du rectorat, les élus vont manifester, les syndicats de profs vont protester, etc. Malheureusement, aujourd'hui, on s'est résigné à des taux d'encadrement, d'accompagnement dans les établissements qui ne correspondent pas à un accompagnement digne. Donc, il y a un consensus très documenté. J'ai l'occasion de saluer un grand expert qui est décédé cet été, qui s'appelait Dominique Libo, qui, dès 2019, au moment où Emmanuel Macron avait promis la loi grand âge qui n'a pas vu le jour, et c'est un des échecs les plus cuisants des deux quinquennats d'Emmanuel Macron, disait... une dépense publique qui doit augmenter et nous nous devons assumer cette augmentation même la cour des comptes qui n'a pas un repère de gauchiste dit qu'il doit y avoir une dépense publique qui augmente c'est la dépense d'accompagnement de la paire d'autonomie pour justement répondre de manière digne et accessoirement c'est pas de l'argent qu'il y a dans la poche des retraités c'est de la création d'emploi c'est ce que je vous disais tout à l'heure et pour ça en responsabilité nous devons dire que la manière dont nous finançons cette dépense et moi je défends avec d'autres historiques y compris dans le parti socialiste le fait que la bonne la bonne ressource c'est celle qui est la plus proche si j'ose dire conceptuellement et c'est notamment la mobilisation des héritages des plus grands héritages des successions pour financer l'augmentation de cet accompagnement Et puis un dernier sujet évident et ça c'est vrai à domicile ou c'est vrai en établissement de dire que l'accompagnement de la paire d'autonomie les besoins de personnel de recrutement et la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la société parce que ça concerne la puissance publique ça concerne les acteurs associatifs ça concerne aussi les entreprises privées qui doivent adapter les entreprises privées les fournisseurs de biens et de services marchands qui doivent intégrer le vieillissement de la population dans l'ensemble de leur politique publique moi voilà il y a un enjeu de solidarité nationale pour ne pas réagir à la fin de l'année. Pour rester ne pas renvoyer aux seules familles le coût de l'accompagnement et puis le dernier point que je voulais mentionner c'est qu'au coeur de tout ça ça a été mentionné il y a des aidants 11 millions d'aidants sur les personnes âgées sur les personnes handicapées sur les personnes qui sont en longue maladie et ça c'est les invisibles de beaucoup des politiques publiques et là il y a une responsabilité collective de dire dans cette société de la bienveillance et du lien il s'agit de faciliter la vie de ces aidants d'en faire des objets et des sujets de politique publique et pas

de se dire vous allez vous débrouiller il y a eu des embryons et un congé du proche aidant mais qui est très très embryonnaire et notoirement insuffisant et le l'apport gratuit que font les aidants à l'ensemble de ces politiques il doit à mon avis être davantage valorisé et donc faut assumer un discours dans la période. On est capable de faire des économies là où il n'y a pas de la pertinence des soins mais on est capable de dégager les ressources pour des enjeux qui sont cruciaux et l'enjeu du vieillissement et de la longévité probablement un de ceux qui est prioritaire dans les années à

venir. Merci merci jérôme on va on va on va conclure vous allez ramasser un peu le propos après votre première intervention avec tous les sujets qu'on vient d'aborder une fois plus redonner peut-être une coloration locale à toutes ces problématiques c'est pas un problème. On

va prendre celui -là parfait je vais essayer on a tellement envie de rebondir je partage complètement ton propos sur l'universalité si on décrète que la politique familiale politique de la naissance favoriser la naissance est une politique publique elle doit avoir un caractère universel au moins une base mais je vais aller jusqu'au bout de mon propos pourquoi je dis cela parce que quand on a commencé à dire que les services publics étaient le patrimoine et j'ai été très obliste très obliste était le patrimoine de ceux qui n'en ont pas moi je me bats encore pour qu'on évacue ça de nos mots ça a été une catastrophe parce que ceux qui ont les moyens et qui ont du patrimoine on dit ok il est foutu quand j'avais un copain qui allait dans un collège privé c'était là ne battez que personne ne voulait dans le public aujourd'hui c'est l'inverse le consentement à l'impôt et le partage de ce qu'est le service public il y a une grande partie de notre société qui a fait ses sessions qui ne veut plus consentir à l'impôt et parce qu'ils considèrent que le service public c'est fait pour les pauvres et il est moins bien il est dégradé et la vision qu'ont les gens pour l'impôt est très populaire du service public c'est le truc des délaissés je n'ai pas accès moi au bon collège etc etc je vous le dis si on ne vise pas l'universalité du prélèvement de l'impôt jusqu'au service public on rend la cohésion sociale de notre pays la TVA sociale par exemple je le dis dans la bouffe de nos camarades là parce qu'on rentre dans une primaire c'est très intéressant parce qu'il y a des choses qui sont en train de tout traverser mais c'est passionnant pour nous c'est une opportunité de clarifier des positionnements politiques de vraiment pas de tomber dans la punchline et se raconter des saloperies il n'y a pas de mecs de droite qui sont encore au parti socialiste qui se présentent à une primaire en interne ça n'existe pas ça n'existe pas les mecs qui sont de droite pardon il y en a pléthore ils sont vraiment bien de droite à la droite très loin du parti socialiste non mais il y a des copains il y a des camarades qui se trompent sur la vision et qui perdent un peu le fil et je crois qu'il faut connaître ce débat profondément pourquoi je dis cela parce que une fiscalité qui ne répond plus pour moi une dépense sociale une dépense de politique publique c'est une cotisation sociale ou c'est un poteau universel pour sur le revenu etc qui touche tout le monde et où on paye à notre juste contribution t'as un salaire en bas salaire t'as une faible contribution t'as des cotisations sociales qui sont faibles t'as des très hauts revenus un très haut salaire t'as des fortes cotisations pourquoi je dis cela parce que quand j'entends dire que l'on veut baisser par exemple la cg il faut faire très attention les caisses se sont vidées pour financer le vieillissement pour financer un certain nombre de dépenses publiques nous par exemple les départements aujourd'hui ou 70 % de dépenses sont des dépenses sociales publics favorisés à l'intérieur de toulouse entre 80 et 88 % de demi pensionnaire c'est à dire tout le monde devient usagé du service public y compris les plus favorisés pour moi elle est là la réponse des socialistes les socialistes on n'est pas là pour bâtir des politiques rien que pour les plus vulnérables les plus défavorisés on est là pour l'universalité on est avant tout des républicains on est là pour répondre et faire nation sinon on fera sécession

oui quelques remarques je suis en plein accord avec ce que vient de dire Sébastien donc je n'y reviendrai pas quelques quelques remarques sur les considérations générales et sur une

territorialisation de ce sujet je pense qu'on a besoin de spatialiser le vieillissement et la perte de population et que comme le disait tout à l'heure Sébastien on a besoin d'une politique d'aménagement du territoire qui prenne en considération ces questions là ça veut dire qu'il faut s'en occuper au sein de mon assemblée j'ai créé un groupe transpartisan pour qu'on commence à poser le sujet et que on fasse monter en compétence nos élus et éclairer le débat public régional sur ces sujets là qui sont pas simples et qui sont par ailleurs éruptifs la politique d'aménagement du territoire elle doit être à l'échelle nationale c'est tous les gens de Haute -Garonne qui vont venir en Bourgogne -Froch -Comté et puis elle doit aussi être locale à l'intérieur de nos régions le sujet quand même en réponse à ce que disait Jérôme tout à l'heure sur une affectation de cette compétence à l'échelon local c'est quand même qu'on a des territoires qui demeurent des territoires à vitesse variable et que les capacités d'ingénierie c'est technique c'est le monde des collectivités mais ça existe c'est difficile quand on est dans une petite intercommune rurale ou c'est le plus douloureux de perdre la population et où ça vieillit le plus d'avoir des moyens pour aller chercher de l'argent aller chercher des fonds européens organiser des politiques particulières Donc là ça veut dire qu'il faut qu'on change un peu le braquet et qu'on est plus en ingénierie ces petits territoires sinon ça ne marchera pas Dernier sujet c'est la question des engagements de l'Etat sur ces politiques là on a parlé des politiques de formation de demandeurs d'emploi ou des politiques de formation sanitaire et sociale Nous sommes en train de nous faire ratisser sur ces deux sujets là la formation des demandeurs d'emploi c'est la catastrophe les engagements sont pas tenus et les fameux engagements surs pour ouvrir des places de soignants d'infirmiers d'aide soignants Même chose l'Etat n'a pas honoré ses engagements et il a fallu qu'on se batte pour essayer de récupérer quelque chose donc on peut toujours dire il faut plus d'aidants mais il faut quand même que l'Etat tienne sa parole Et puis dernier sujet très rapide je pense qu'il faut pas qu'on renonce quand même à des politiques d'attractivité parce qu'il faut qu'on fasse nous on essaye d'attirer les familles de centre urbain où ils en ont un peu marre d'être dans des conditions difficiles Et puis ça c'est vraiment l'horizon est -ce qu'il est normal que dans certains territoires on ait 5 restaurations sur une ville un EHPAD un collège un lycée autre chose encore il va falloir qu'on apprenne à mutualiser l'argent public est rare c'est le même besoin on peut faire du bon boulot en mutualisant donc là il y a des passerelles entre nos niveaux de collectivité

Merci Jérôme pour conclure François Vuillidier à un mot Pour conclure, c'était juste un mot sur l'universalisme, l'universalisme de l'impôt, le consentement à l'impôt. Je rappelle quand même que le pourcentage de foyers fiscaux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, c'est 55%. Que le reste de l'impôt est progressif et que donc le véritable universalisme, c'est un universalisme qui doit être proportionnel. Et la TVA est certes universelle, mais la TVA quand même est en fonction de l'ampleur de la consommation. Donc je pense que non, il y a une réflexion sur le véritable universalisme, sur les différentes variétés d'universalisme, ce qu'il faut mener, y compris pour notamment pour la politique familiale.

Bon, merci. Comment dire, je vais m'adresser à un blâme, évidemment, puisque la discussion a beau être absolument passionnante et je pense que l'attention qu'il a à votre illustre, évidemment, il est 17h15. Et j'aurais complètement donc privé l'auditoire de prise de parole. Je m'en excuse parce qu'on aurait peut-être dû faire un peu autrement et il y a un autre débat ici après. Et puis vous félicitez parce que sur des sujets comme celui-là, on a dit tout à l'heure la prise de risque, qui était finalement de ne pas catégoriser pour avoir ici des spécialistes de la petite enfance, là des spécialistes des EHPAD, etc. Et vous êtes très nombreux, quand on regarde cette salle, c'est un atelier qui a été très très très suivi. Voilà, donc vous vous remerciez d'une part, mais presque vous félicitez de la prise de conscience que vous avez eue, puisque vous êtes un peu l'élite de cette université d'été en étant dans cette salle et pas dans une autre. Donc applaudissez -vous et nous en tout cas on vous remercie.